



ADMINISTRATION GENERALE

Nos réf. : JL/GDP/CA N°2025-07 n°10

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

**DEPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME**  
ARRONDISSEMENT DE ROUEN

**MAIRIE DE GRAND-COURONNE**

**ARRETE DU MAIRE N°2025-08**

**Portant dispositions applicables aux ouvertures de commerces**

Le Maire de la commune de Grand Couronne,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire en matière de tranquillité publique,

Vu le code de la santé publique notamment les articles R 1336-5 et suivants relatifs à la lutte contre les bruits de voisinage,

Vu le code pénal et notamment l'article R610-5 sanctionnant d'une contravention de 1<sup>ère</sup> classe le non-respect des arrêtés de police,

Vu l'arrêté du Maire n°2025-07 portant dispositions applicables aux ouvertures de commerces,

Considérant que le nombre important de doléances reçues des administrés sur les ouvertures de commerces tardives entraînant des nuisances sonores et des troubles à l'ordre public,

Considérant qu'en cas de trouble à l'ordre public. Le maire doit alors concilier son action avec la liberté du commerce et de l'industrie et s'assurer du caractère nécessaire et proportionné de la mesure prise.

**ARRETE**

**ARTICLE 1**

Décide de réglementer les horaires d'ouverture des commerces sur le périmètre communal et d'imposer une fermeture entre 20 heures et 6 heures, du lundi au dimanche.

**ARTICLE 2**

Tous les commerces accueillant du public sont concernés par la restriction des horaires de fermeture, à l'exception des restaurants et brasseries, autorisés à une ouverture jusqu'à minuit. Le présent arrêté ne fait pas préjudice aux demandes ponctuelles adressées au Maire et dont il résulterait une autorisation spécifique. Les périmètres géographiques et horaires d'occupation du domaine public font l'objet d'une autorisation individuelle distincte.

.../...

### **ARTICLE 3**

Le présent arrêté est valable jusqu'au 31/12/2026.

L'arrêté 2025-07 est abrogé.

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur

### **ARTICLE 4**

Le chef de service de la Police municipale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié conformément aux dispositions de l'article L2131-1 du CGCT. Une ampliation de cet arrêté sera communiquée au Préfet.

Fait à Grand-Couronne, le 11 juillet 2025.



Le Maire,

Julie LESAGE

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter sa publication.